



CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Présidence du Conseil d'Etat
Chancellerie d'Etat

Präsidium des Staatsrates
Staatskanzlei



2013.04363

Extrait du procès-verbal des séances du Conseil d'Etat

Vu la requête du 6 mars 2013 de la commune de Randogne, sollicitant l'homologation d'une modification partielle du plan d'affectation des zones (PAZ) et du règlement intercommunal des constructions (RIC) pour le secteur « La Comba », parcelle n° 673, à Crans-Montana;

Vu les articles 75 et 78 de la Constitution cantonale;

Vu les dispositions de la loi du 5 février 2004 sur les communes (LCo);

Vu les autres dispositions applicables en cette matière;

Vu, quant aux frais, l'article 88 de la loi du 6 octobre 1976 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA);

Vu l'avis de mise à l'enquête publique concernant la modification susmentionnée, inséré dans le Bulletin officiel n° 42 du 19 octobre 2012;

Vu l'absence d'opposition suite à cette publication;

Vu la décision de l'assemblée primaire de Randogne du 17 décembre 2012 approuvant la modification précitée du PAZ telle que mise à l'enquête le 19 octobre 2012;

Vu le dépôt public de ces documents pendant 30 jours, rendu notoire par insertion dans le Bulletin officiel n° 51 du 21 décembre 2012;

Vu l'absence de recours au Conseil d'Etat contre la décision susmentionnée;

Vu le préavis du 19 juin 2013 du Service administratif et juridique du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (SAJTEE);

Vu le préavis du 19 juin 2013 du Service de la santé publique (SSP);

Vu le préavis du 11 juillet 2013 du Service des routes, transports et cours d'eau (SRTCE);

Vu le préavis du 11 juillet 2013 du Service du développement économique (SDE);

Vu le préavis du 22 juillet 2013 du Service des forêts et du paysage (SFP);

Vu les préavis du 11 juillet et du 26 septembre 2013 du Service de la protection de l'environnement (SPE);

Vu le préavis et rapport de synthèse du 27 septembre 2013 du Service du développement territorial (SDT);

Sur la proposition du Département des finances et des institutions,

le Conseil d'Etat

d é c i d e

d'homologuer la modification du plan d'affectation des zones et du règlement intercommunal des constructions pour le secteur de « La Comba », parcelle n° 673, telle qu'adoptée par l'assemblée primaire de Randogne le 17 décembre 2012, avec les amendements suivants apportés au RIC pour la commune de Randogne :

Art. 38.1 RIC, al. 1, 3^{ème} phrase

(nouvelle teneur; reprise de l'alinéa 2 du projet; autres alinéas inchangés)

« (...) industriels. Pour la parcelle n° 673 de la commune de Randogne, à « La Comba », seuls les établissements hôteliers sont admis selon les dispositions de l'article 27 RIC. »

Art. 38.2 RIC, al. 8, 1^{ère} phrase

(adjonctions)

« (...) hôtelières de la parcelle n° 673 de la commune de Randogne, à « La Comba », lorsque la surface brute de plancher utile effective de l'hôtel pur est égale ou supérieure au 55% de la surface brute de plancher utile du complexe total (constructions mixtes : hôtels, appart-hotels ou appartements libres). Les (...)»

Pour le surplus, il devra être tenu compte des remarques et conditions émises par les services consultés, notamment :

- le permis d'habiter ou d'exploiter du futur complexe hôtelier ne pourra être délivré qu'une fois le PGEE approuvé par le SPE;
- un article du RIC sur l'espace réservé aux eaux devra être élaboré;
- les zones de danger définitives devront être mises à l'enquête dans les meilleurs délais selon la directive cantonale en la matière, puis, une fois délimitées, intégrées à titre indicatif dans le PAZ;
- dans le cadre d'une prochaine révision du RIC, l'article 27.5 devra être clarifié.

1 6 OCT. 2013

Séance du

Emoluments Fr. 150.-

Timbre santé Fr. 7.-

Distribution

5 extr. DFI
1 extr. SRTCE
1 extr. SFP
1 extr. SPE
1 extr. SDE
1 extr. SSP
1 extr. SAJTEE
1 extr. IF

A. notifié par le Département

Pour copie conforme,
Le Chancelier d'Etat

